

CA 2017
XB
B56

Legislative
Assembly
of Ontario



Assemblée
législative
de l'Ontario

2ND SESSION, 41ST LEGISLATURE, ONTARIO
66 ELIZABETH II, 2017

Bill 129

An Act to amend the Regulated Health Professions Act, 1991 with respect to medical assistance in dying

Mr. J. Yurek

Private Member's Bill

1st Reading May 3, 2017

2nd Reading

3rd Reading

Royal Assent



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Regulated Health Professions Act, 1991*.

Member participation in medical assistance in dying shall be voluntary.

A member shall not be subject to civil, administrative, disciplinary, employment, credentialing, regulatory or other sanction or penalty, or loss of privileges, loss of membership or any other liability for refusing to participate in medical assistance in dying.

Participation includes, but is not limited to, performing, assisting in the performance of or making a referral for any activities related to, or for the purpose of, medical assistance in dying.

Participation does not include the provision, upon request, of information about services that can provide access to medical assistance in dying, of a patient's relevant medical record to the patient, or communicating, to the appropriate person in authority, a patient's request for a complete transfer of care so that the person in authority can facilitate the transfer.

**An Act to amend the Regulated Health Professions Act, 1991
with respect to medical assistance in dying**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1 The *Regulated Health Professions Act, 1991* is amended by adding the following section:

Medical assistance in dying

29.2 (1) Member participation in medical assistance in dying shall be voluntary.

Definition

(2) In this section,

“medical assistance in dying” means medical assistance in dying within the meaning of section 241.1 of the *Criminal Code* (Canada).

No penalty

(3) A member shall not be subject to civil, administrative, disciplinary, employment, credentialing, regulatory or other sanction or penalty, or loss of privileges, loss of membership or any other liability for refusing to participate, directly or indirectly, in medical assistance in dying.

Clarification

(4) For the purposes of this section, participate includes, but is not limited to, performing, assisting in the performance of or making a referral for any activities related to, or for the purpose of, medical assistance in dying.

Same

(5) For the purposes of this section, participate does not include the provision, upon request,

- (a) of information about services that can provide access to medical assistance in dying;
- (b) of a patient’s relevant medical record to the patient; or
- (c) communicating, to the appropriate person in authority, a patient’s request for a complete transfer of care so that the person in authority can facilitate the transfer.

Conflicts with other legislation


(6) In the event of a conflict between this section and other legislation, this section prevails.

Commencement

2 This Act comes into force on the later of the day Bill 84 (*Medical Assistance in Dying Statute Law Amendment Act, 2016*, introduced on December 7, 2016) receives Royal Assent and the day this Act receives Royal Assent.

Short title

3 The short title of this Act is the *Regulated Health Professions Amendment Act (Freedom of Conscience in Health Care)*, 2017.



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761115461139>

Loi modifiant la Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées en ce qui concerne l'aide médicale à mourir

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1 La Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Aide médicale à mourir

29.2 (1) La participation d'un membre à la prestation de l'aide médicale à mourir est volontaire.

Définition

(2) La définition qui suit s'applique au présent article.

«aide médicale à mourir» S'entend au sens de l'article 241.1 du *Code criminel* (Canada).

Aucune pénalité

(3) Aucun membre ne doit se voir imposer une sanction ou une peine, notamment sur les plans civil, administratif, disciplinaire ou réglementaire ou sur les plans de l'emploi ou de l'accréditation, perdre des droits ou une adhésion, ni être autrement tenu responsable de quoi que ce soit pour le motif qu'il a refusé de participer, directement ou indirectement, à la prestation de l'aide médicale à mourir.

Précision

(4) Pour l'application du présent article, le fait de participer s'entend notamment du fait d'exercer des activités en lien avec l'aide médicale à mourir ou visant la prestation de l'aide médicale à mourir ou de fournir une aide ou de faire un renvoi à cet égard.

Idem

(5) Pour l'application du présent article, le fait de participer ne comprend pas la communication, sur demande, de ce qui suit :

a) des renseignements sur des services pouvant fournir un accès à l'aide médicale à mourir;

b) le dossier médical pertinent du patient au patient lui-même;

c) la demande d'un patient concernant le transfert complet de ses soins à la personne en situation d'autorité qui est appropriée afin que cette personne puisse faciliter le transfert des soins.

Incompatibilité avec d'autres lois

(6) Le présent article l'emporte sur toute disposition incompatible de toute autre loi.

Entrée en vigueur

2 La présente loi entre en vigueur le dernier en date du jour où le projet de loi 84 (*Loi de 2016 modifiant des lois en ce qui concerne l'aide médicale à mourir*, déposé le 7 décembre 2016) reçoit la sanction royale et le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3 Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2017 modifiant la Loi sur les professions de la santé réglementées* (*liberté de conscience en matière de soins de santé*).

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*.

La participation d'un membre à la prestation de l'aide médicale à mourir est volontaire.

Aucun membre ne doit se voir imposer une sanction ou une peine, notamment sur les plans civil, administratif, disciplinaire ou réglementaire ou sur les plans de l'emploi ou de l'accréditation, perdre des droits ou une adhésion, ni être autrement tenu responsable de quoi que ce soit pour le motif qu'il a refusé de participer à la prestation de l'aide médicale à mourir.

La participation s'entend notamment du fait d'exercer des activités en lien avec l'aide médicale à mourir ou visant la prestation de l'aide médicale à mourir ou de fournir une aide ou de faire un renvoi à cet égard.

La participation ne comprend pas la communication, sur demande, de renseignements sur des services pouvant fournir un accès à l'aide médicale à mourir ou du dossier médical pertinent du patient au patient lui-même. Elle ne comprend pas non plus la communication de la demande d'un patient concernant le transfert complet de ses soins à la personne en situation d'autorité qui est appropriée afin que cette personne puisse faciliter le transfert des soins.

3 1761 11546113 9

Sanction royale

3^e lecture

2^e lecture

1^{re} lecture 3 mai 2017

Projet de loi de député

M. J. Yurek

Loi modifiant la Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées
en ce qui concerne l'aide médicale à mourir

Projet de loi 129

2^e SESSION, 41^e LÉGISLATURE, ONTARIO
66 ELIZABETH II, 2017

Assemblée
législative
de l'Ontario



Legislative
Assembly
of Ontario

